



PREFET DE LA REGION PAYS DE LA LOIRE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire

Nantes, le

18 AOUT 2011

AVIS DE L'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE
sur le dossier préalable à la déclaration d'utilité publique du projet de création d'une aire
d'accueil des gens du voyage sur la commune de La Chapelle-sur-Erdre

Département de la Loire-Atlantique

En application de la directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement et du décret n°2009-496 du 30 avril 2009 relatif à l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement, le projet de création sur la commune de La Chapelle-sur-Erdre d'une aire d'accueil des gens du voyage est soumis à l'avis de l'autorité environnementale, conformément aux articles L.122-1 et R.122-1 du code de l'environnement.

Cet avis porte sur la qualité du dossier de l'étude d'impact et sur la prise en compte de l'environnement par le projet. Il devra être porté à la connaissance du public et donc joint au dossier soumis à enquête publique.

1 - Présentation du projet

Le projet répond au schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage qui prescrit la réalisation d'une aire de 15 emplacements sur le territoire de la commune de La Chapelle-sur-Erdre. Le site retenu, d'environ 1,3 ha, se trouve sur le secteur dit de la Côte, en entrée de l'agglomération le long de la RD 69. Chaque emplacement (pouvant recevoir deux caravanes) sera équipé de blocs sanitaires. S'ajoutent des équipements collectifs, notamment un local d'accueil et une aire de jeux pour enfants.

A noter que le secteur bénéficie au PLU de La Chapelle-sur-Erdre d'un emplacement réservé pour la réalisation de l'aire d'accueil au bénéfice du syndicat mixte pour l'hébergement des gens du voyage.

2 - Les principaux enjeux identifiés par l'autorité environnementale

La site retenu, qui se partage aujourd'hui entre prairie en friche et boisements, ne présente pas de sensibilité environnementale particulière. L'attention sera principalement portée sur la gestion des eaux (au regard notamment de la proximité de la vallée du Gesvres) et sur l'insertion paysagère du projet.

4 – Prise en compte de l'environnement

Le parti d'aménagement retenu maintient le caractère naturel du site sur son tiers sud, correspondant au taillis intéressant pour la faune décrit dans l'état initial. Les travaux d'aménagement seront réalisés hors période de nidification des oiseaux (travaux entre août et mars) afin d'éviter toute perturbation pouvant remettre en cause le bon accomplissement de leur cycle biologique.

Sur le plan paysager, les emplacements seront réalisés en recul de la RD 69 et la haie limitrophe sera conservée (et étendue sur la frange est). L'étude annonce également une limitation de la hauteur des constructions (local d'accueil, sanitaires), qu'elle ne précise cependant pas. Ces mesures devraient garantir un impact paysager négligeable, même si le dossier ne livre pas de simulation visuelle de l'état projeté.

Le volet « eau » du projet fera l'objet d'une procédure de déclaration au titre de la loi sur l'eau. On relève d'ores et déjà que chaque emplacement de stationnement sera relié au réseau d'assainissement de type séparatif. Concernant la gestion des eaux pluviales, l'étude d'impact a calculé le volume de rétention nécessaire au projet (135 m³, débit de fuite de 6 l/s), sans à ce stade finaliser le détail des techniques qui seront mises en œuvre. Il conviendra néanmoins d'argumenter le choix d'un dimensionnement des ouvrages de régulation sur la base d'une pluie décennale. Le traitement qualitatif des eaux pluviales sera assuré avant rejet au milieu récepteur, par un dispositif technique ad hoc pour les eaux de voiries (pot de décantation et débourbeur – séparateur d'hydrocarbures) et par auto-épuration naturelle dans les fossés pour les eaux des espaces verts.

5 - Conclusion

L'étude d'impact est proportionnée au enjeux. Le projet, tant dans le choix du site d'implantation que dans la conception des aménagements prévus sur ce site, a bien pris en compte la dimension environnementale.

Le préfet

La secrétaire générale
pour les affaires régionales


Sandrine GODFROID